

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Retrait-de-la-concession-privee-des-postes-argentines-en-vue>

# Retrait de la concession privée des postes argentines en vue

- Argentine - Économie - Privatisées -

Date de mise en ligne : mardi 18 novembre 2003

---

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

---

### **Par El Correo**

d'après Clarin

Paris, le 18 novembre 2003

Après des mois de conflits, le gouvernement de Nestor Kirchner s'apprête, à passer à l'action contre une entreprise privatisée de service public, en retirant la concession des postes argentines des mains de la richissime famille Macri.

La décision serait éminente. Les entreprises de services publics, privatisées sous les présidences de Carlos Menem, sont sous haute surveillance, et les critiques quant à leurs manquements au contrat de concession et leur prétention à augmenter leurs tarifs sont légion.

Selon Clarin, le gouvernement baserait sa décision sur le non-paiement par le groupe Macri de la redevance annuelle de 103 millions de pesos (soit au tour de 34 millions de Euros) prévue par le contrat de concession.

Le groupe Macri, a cessé de payer cette redevance depuis 1999.

Le Correo Argentino est un cas d'école pour les détracteurs des privatisations massives réalisées en Argentine dans les années 90. La société est en faillite depuis deux ans, en dépit de ses tarifs prohibitifs : il coûte 5,25 pesos (1,6 euro), une heure de salaire ouvrier, pour envoyer une carte postale vers l'Europe.

Un nouvel appel d'offres pourrait être organisé dans les prochains mois. Dans l'intervalle, elle serait gérée par ses salariés. La société est actuellement détenue à 69,2% par le groupe Macri, à 14% par la banque argentine Banco Galicia, à 5% par la SFI (groupe Banque mondiale) et à 11,8% par les employés.

La plupart des autres entreprises privatisées de service publique ont été rachetées par des groupes étrangers, qui réclament une révision de leur contrat de concession, avec le ferme soutien de leurs gouvernements respectifs. Mais la hausse des tarifs qu'elles jugent inéluctable serait très difficile à avaler par l'opinion publique argentine. Parmi les entreprises les plus critiquées figurent Aguas Argentinas (groupe Suez), le distributeur en eau potable de Buenos Aires, et les distributeurs de courant électrique, dont Edenor (groupe EdF), après plusieurs coupures fort médiatisées de leurs services.